

## **Consultation publique de l'ARCEP sur**

# **Bilan et perspectives du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre**

**Réponse du Groupe M6 - Juin 2021**

### **Préambule**

Nous nous étonnons que cette consultation publique de l'ARCEP soit en grande partie un copier-coller de celle du 20 juin 2018.

Un grand nombre d'assertions gratuites, non argumentées ou tout simplement erronées, que nous avons déjà contestées lors de notre réponse de septembre 2018, sont ainsi reprises mot pour mot, sans qu'aucune précision n'ait été apportée ni aucune erreur factuelle corrigée.

Dès lors, au-delà de l'obligation qui lui a été faite par le Conseil d'Etat d'instruire le dossier de la poursuite de la régulation du marché 18, nous serons particulièrement attentifs à ce que l'ARCEP traite ce sujet avec précision, objectivité, et neutralité, notamment lorsqu'il s'agit de comparer les différents vecteurs de diffusion de la télévision.

\*\*\*

### **Nota bene**

Certains éléments de notre réponse sont communs avec celle de l'ATET dont le Groupe M6 est membre à travers ses chaînes présentes sur la TNT.

\*\*\*

**Question 1** Les contributeurs sont invités à commenter l'état des lieux du marché de gros aval et du marché de gros amont de la diffusion de la TNT.

Il est tout d'abord nécessaire de préciser ou corriger un certain nombre d'éléments présents dans la partie 1 de la consultation de l'ARCEP.

#### *Paragraphe 1.1.1*

Nous souhaitons préciser que dans la situation actuelle, un multiplex ne peut contenir que 5 chaînes HD. Le passage à 6 chaînes HD par multiplex est envisagé dans le cadre du projet de modernisation de la TNT.

#### *Paragraphe 1.1.3*

L'ARCEP indique *"Compte tenu de l'accroissement de l'équipement des ménages en terminaux connectés à internet et de l'accélération du déploiement des réseaux internet, la TNT n'est plus le premier mode de réception de la télévision. On observe en effet que le recul du taux de réception de la télévision via la TNT se poursuit en 2020 au profit de la réception par internet.*

*En 2020, 38,7 % des foyers recevaient la télévision sur leur poste principal via la TNT (- 3 points par rapport à 2017), contre 55,5 % pour l'IPTV<sup>11</sup> haut et très haut débits (+ 3,1 points) et 17,4 % via le satellite<sup>12</sup> (- 2,8 points). Si l'on considère l'ensemble des téléviseurs de chaque foyer, on constate que mi-2020, 48,9 % reçoivent la télévision via la TNT, 59,2 % via l'IPTV et 19,9 % via le satellite<sup>13</sup>. 21,8 % des foyers reçoivent la télévision uniquement via la TNT, 36,7 % uniquement via l'IPTV et 8,5 % uniquement via le satellite<sup>14</sup>."*

L'ARCEP semble circonscrire les usages des téléspectateurs à l'équipement des foyers (données suivies trimestriellement par l'observatoire de l'équipement audiovisuel et publiées par le CSA), ce qui, de notre point de vue, biaise l'analyse. Il est indispensable ici de différencier ce qui relève de l'équipement de ce qui relève de la contribution à l'audience (et donc au chiffre d'affaires).

Par ailleurs, s'agissant de l'équipement TNT, il est nécessaire de prendre en compte le "service antenne", accessible via le réseau câblé de certains immeubles collectifs, en plus de la TNT depuis une antenne râteau. Ainsi, le taux d'équipement TNT "tous téléviseurs confondus" (mentionné à la Figure 2 de la consultation) est de 53,5%, et non de 48,9%. De même, le taux d'équipement TNT sur le téléviseur principal, mentionné à 38,7%, est de 42,7%.

Au-delà de l'équipement des foyers, il est important d'analyser le niveau de contribution à l'audience des réseaux. En l'occurrence, la plupart des box opérateurs actuelles sont conçues de façon à recevoir à la fois un flux IPTV et un flux TNT, grâce au tuner TNT intégré et à la prise antenne associée. A ce titre, l'étude IFOP/TDF mentionnait en 2018 que 21% des foyers IPTV branchaient leur box à leur antenne TNT.

Enfin, l'étude du CSA citée ci-dessus montre aussi que **la TNT reste encore le seul mode de réception de la télévision pour un foyer français sur cinq et que la TNT reste utilisée, comme mode de réception principal ou non, par une majorité des foyers.**

Compte tenu de ces éléments, il apparaît que la TNT reste, à ce jour, un vecteur essentiel de la télévision, avec une forte part de contribution à l'audience.

Enfin, s'agissant de HbbTV, l'ARCEP indique *"L'expérimentation de ce dispositif par Salto et Arte a récemment été autorisée par le CSA"*. Nous souhaitons préciser que, contrairement à ce que cette formulation pourrait laisser penser, le HbbTV n'est pas un dispositif expérimental mais est au contraire utilisé en diffusion depuis plusieurs années par différents éditeurs.



## Paragraphe 1.2

Les dates indiquées par l'ARCEP dans sa note 17 de bas de page sont fausses : le multiplex R5 a été lancé en 2008 et les multiplex R7 et R8 ont été lancés en 2012.

### Paragraphe 1.2.3

Il est étonnant de voir mentionné dans cette consultation l'idée de *"stratégies mises en œuvre par certains groupes présents sur plusieurs multiplex pour offrir aux diffuseurs alternatifs de bonnes perspectives de rentabilisation des investissements liés à la construction d'un nouveau site"*. A notre connaissance, les seuls alignements de dates de mise en service ont eu lieu lors du PATN de 2011 et du lancement des multiplex R7 et R8.

### Paragraphe 1.3

Concernant le marché de gros amont, nous souhaitons rappeler qu'une 3ème stratégie d'investissement des diffuseurs alternatifs, basée sur une prestation d'hébergement antenne, était possible jusqu'au 3ème cycle de régulation (2011-2014). TDF était en effet soumis à l'obligation de proposer cette prestation qui permettait à un diffuseur alternatif de gagner en autonomie. L'ARCEP a supprimé cette obligation dans sa décision n°2015-1583, arguant que *"la poursuite d'investissements dans des infrastructures importantes spécifiques à la diffusion TNT et non mutualisées sur des équipements de TDF n'a plus vocation à être promue"*. Cette décision était d'autant plus étonnante qu'un diffuseur alternatif qui souhaite investir dans un nouveau pylône pour offrir des services TNT, devra investir dans des infrastructures spécifiques à la diffusion TNT.

#### Réponse à la question 1 :

Les réponses déjà formulées en **septembre 2018** restent d'actualité :

*« Le Groupe M6 observe que les quatre cycles de régulation menés par l'ARCEP n'ont pas permis d'empêcher un retour à une situation concurrentielle difficile sur le marché aval, avec la persistance de la position dominante de TDF sur le marché aval et sa position de quasi-monopole sur le marché amont. A cet égard, le Groupe M6 regrette que plusieurs des recommandations qu'il a formulées lors des consultations publiques précédentes de l'ARCEP n'aient pas été retenues. »*

*« Le constat de l'échec des 4 cycles de régulation précédemment menés doit conduire l'ARCEP à renforcer cette régulation. »*

Nous pouvons également reprendre la réponse que nous avons déjà formulée en **juillet 2015** lors une précédente consultation publique de l'ARCEP :

*« Le volume très important de sites du réseau complémentaire restant sans concurrence sur le marché de gros aval doit conduire à s'interroger sur la nécessité de mettre en place une régulation sur ce marché.*

*Constatant par ailleurs que le marché de transport des signaux TMS ne peut être dissocié complètement du marché de gros amont et des sites de l'opérateur historique, il convient là aussi de s'interroger sur l'intérêt d'une régulation spécifique à cette prestation.*

*Nous estimons également qu'il serait pertinent d'associer la diffusion hertzienne terrestre des services de radio au périmètre de la régulation, une large partie des sites de diffusion des services télévisuels étant également utilisés pour la diffusion de services de radio. En effet, l'absence d'obligation d'accès*



*sur le marché de la diffusion hertzienne terrestre des services de radio limite les possibilités de mutualisation pour les opérateurs alternatifs qui sont hébergés chez TDF dans le cadre du marché de gros amont de la diffusion hertzienne terrestre de programmes télévisuels. »*

**Question 2** Avez-vous des commentaires particuliers sur cette description ?

En préambule, nous rappelons que, lors des précédentes consultations publiques menées par l'ARCEP, nous nous étions positionnés en faveur d'un renforcement de l'encadrement tarifaire de TDF. Un assouplissement des conditions de résiliation sur le marché amont nous semble également nécessaire.

La réponse déjà formulée en **septembre 2018** reste d'actualité : « *Le Groupe M6 estime, à l'instar de ce qu'il a exprimé à plusieurs reprises lors des consultations publiques précédentes, que les obligations de contrôle tarifaires ne sont pas suffisamment pertinentes ni contraignantes pour TDF. »*

Nous pouvons également reprendre la réponse que nous avons déjà formulée en **juillet 2015** lors une précédente consultation publique de l'ARCEP :

*« La poursuite de la régulation du marché à travers ces obligations est nécessaire mais insuffisante.*

*Nous sommes favorables au principe d'orientation vers les coûts sur les sites non-réplicables et au principe de non-excessivité sur les sites répliquables.*

#### **Sites non-réplicables**

*Le maintien d'une liste de sites réputés non-réplicables est impératif. Le volume très important de sites du réseau complémentaire restant sans concurrence sur le marché aval et constituant une rente pour TDF devrait conduire à considérer que tout site non répliqué est non-réplicable (tarifs orientés vers les coûts) jusqu'à ce qu'il soit effectivement répliqué. La fin de l'obligation faite à TDF de proposer une offre d'hébergement permettant l'installation de nouveaux systèmes antennaires alternatifs sur ses pylônes (offre « Hébergement-TNT ») ne peut se concevoir qu'à cette condition.*

*Par ailleurs, il convient de supprimer la péréquation tarifaire sur les sites non répliquables. En effet, cette péréquation empêche toute transparence sur la structure de coûts de TDF puisque les tarifs site à site proposés ne reflètent pas les coûts associés, qui sont donc inconnus du marché.*

#### **Sites répliquables**

*S'agissant des sites répliquables, la définition « récursive » de la non-excessivité pose question. Lors du cycle III, la méthode retenue pour le calcul de l'excessivité des tarifs reposait sur le postulat que les tarifs de TDF du cycle II étaient eux-mêmes non excessifs, ce qui n'a jamais été démontré. A cet élément, s'ajoutait la possibilité pour TDF d'augmenter sans justification ses tarifs de début de cycle de 6 % par an dans la limite de 15 % sur la totalité du cycle. Plutôt qu'une mesure de non excessivité des tarifs, la règle en vigueur au cycle III fut donc uniquement une limitation de l'augmentation des tarifs.*

*Afin de pallier ce défaut du cycle III, nous soutenons qu'il est aujourd'hui possible de définir l'excessivité des tarifs en utilisant les sites alternatifs déjà déployés. Ces derniers constituent une base suffisante pour définir un tarif moyen par catégorie pertinente fonction de caractéristiques techniques (PAR, hauteur d'antenne, nombre de panneaux, etc.). Pour un site TDF donné, la limite de non-excessivité du tarif pourrait alors être fonction du tarif moyen des sites alternatifs de même catégorie proposés par les diffuseurs au cours des dernières années. Un coefficient multiplicateur, à déterminer par l'ARCEP, pourrait être appliqué à ce tarif moyen afin de laisser une latitude commerciale à TDF.*



### Conditions de résiliation

*Il est nécessaire de renforcer la flexibilité dans les durées et les conditions de sortie des contrats du marché amont. Un groupe de travail réunissant l'ensemble des opérateurs de diffusion, sous l'égide de l'ARCEP, doit permettre de préciser ces conditions. La flexibilité des contrats du marché amont est absolument fondamentale à la fois pour l'émergence de nouveaux sites alternatifs et pour la mutualisation de plusieurs multiplex sur un même site. La durée d'engagement devrait ainsi être assouplie de manière à permettre au diffuseur alternatif proposant un nouveau site de faire correspondre la date de fin de son contrat chez TDF avec la date de mise en service de son site alternatif. Le corollaire de cette proposition consiste bien entendu à assouplir les conditions de sortie des contrats d'hébergement en cours lorsqu'un diffuseur a la possibilité de faire émerger un site alternatif en avance de phase par rapport aux dates de fin des contrats en cours. » Cette possibilité trop limitée « lors des cycles de régulation antérieurs a largement pénalisé l'émergence de sites alternatifs, notamment sur le réseau principal, car elle contraint le diffuseur alternatif à se caler sur les dates de fin des contrats, retardant ainsi certains projets de plusieurs années. »*

Enfin, au-delà des obligations financières et contractuelles, l'ARCEP devrait imposer à TDF un certain niveau d'exigence en termes de qualité de la prestation d'hébergement proposée. En effet, les graves incidents qui ont affecté des sites majeurs du réseau principal au cours des derniers mois en raison d'actes de vandalisme ont mis en lumière de façon criante les insuffisances de la sécurisation de ce type d'infrastructures par TDF.

**Question 3** Comment les opérateurs de multiplex analysent-ils le fonctionnement du marché de gros aval sur la période écoulée (2016-2020) ? Dans quelles mesures la régulation du marché de gros amont a-t-elle facilité ou, au contraire, gêné les mises en concurrence organisées sur le marché aval par les opérateurs de multiplex ?

**Question 4** Quels commentaires appelle de votre part cette analyse ?

Nota bene : nous formulons ci-dessous une réponse commune aux questions 3 et 4.

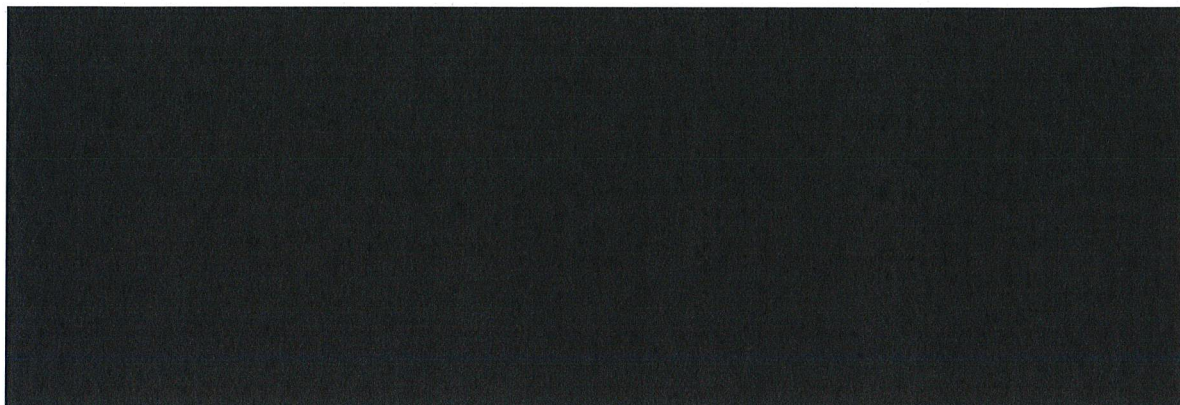
En préambule, nous souhaitons indiquer que le Tableau 3 laisse penser à tort que le réseau TDF ne serait constitué que de 1385 sites de diffusion. Or sur le marché amont, TDF est bien en mesure de proposer son propre site sur la quasi-totalité des 1626 zones définies par le CSA.

L'analyse de l'évolution des tarifs nous semblerait plus pertinente sur une longue période, afin d'observer l'effet de la concurrence et de la consolidation du marché des opérateurs de diffusion. En effet, la multiplicité des opérateurs alternatifs sur la période 2006-2016 (Emettel, Antalis-TV, Onecast, ITAS, Towercast) avait permis une baisse des tarifs. La tendance s'est ensuite inversée avec le rachat de la plupart de ces acteurs, essentiellement par TDF (sauf Onecast, racheté par ITAS en 2014, mais lui-même racheté par TDF en 2016), d'où l'augmentation des tarifs depuis 2016.

Par ailleurs, la hausse observée sur les sites réputés non répliquables (Tableau 4 de la consultation) nous paraît difficilement explicable, alors même que ces tarifs devraient être orientés vers les coûts. Les infrastructures TDF sont pour la plupart amorties du fait de leur ancienneté, et les fluctuations des coûts de l'énergie ou de la maintenance ne peuvent expliquer à eux seuls cette évolution. De même, toute évolution de ces types de coûts variables devrait se répercuter de la même façon sur les tarifs des sites à la fois non répliquables et répliquables. Or, le Tableau 4 révèle une évolution asymétrique, étonnamment concentrée sur les sites non répliquables.



Une régulation efficace nous semble donc indispensable pour garantir une évolution justifiée des tarifs, notamment via l'incitation à la réplique de sites par l'opérateur alternatif. Nous avons en effet observé que ce schéma menait systématiquement à une baisse de tarif, le site répliqué devenant indépendant de toute ODR. Ainsi nous considérons que l'ARCEP commet une erreur d'analyse lorsqu'elle affirme *"Il résulte de ce qui précède que, sur la période considérée, l'effet sur les prix de la réplique des sites (i.e. de l'intensité de la concurrence en infrastructures) a été assez modeste"*. C'est faux sur le marché aval, et l'objectif de la régulation du marché amont est bien de développer la concurrence au profit du marché aval.



**Question 5** Quels commentaires appelle de votre part cette analyse ?

Contrairement à ce qui est mentionné dans la présente consultation (et déjà mentionné à tort dans celle de 2018), il n'y a pas, à notre connaissance, de *"perspective d'une éventuelle réallocation des fréquences de la bande 600 MHz"* en France.

Les échanges sur le sujet des fréquences sont actuellement encadrés par l'ANFR dans le cadre de la préparation de la CMR-23, dont la revue des besoins de la bande 470-960 MHz en Région 1 (Europe, Afrique, Russie, Moyen-Orient) est à l'ordre du jour. A ce titre, aucune quantification d'un besoin en fréquences, justifiant une réallocation de la bande 600 MHz (ou autre), n'a été communiquée par un opérateur mobile en France. Les différentes positions qui ressortent des échanges évoquent à date, soit un maintien à long terme de la bande 470-694 MHz pour la TNT, soit une allocation co-primaire de cette bande avec les opérateurs mobiles après 2030, scénario auquel nous ne sommes pas favorables pour des raisons techniques.

L'exemple de la réallocation à la téléphonie mobile de la bande 600 MHz aux Etats-Unis nous semble par ailleurs peu pertinent. Les besoins et usages en fréquences sont extrêmement différents entre les pays d'une même Région (au sens de l'ITU), et d'autant plus entre les Régions elles-mêmes. En l'occurrence, le contexte de la diffusion hertzienne aux Etats-Unis n'a rien à voir avec le contexte français, d'une part sur le plan technique (contraintes de planification différentes, utilisation dans certaines régions à la fois des bandes UHF (470-608 MHz) et VHF (174-216 MHz)) et d'autre part sur le plan réglementaire (e.g. obligations de couverture, contribution au financement de la production).

Par ailleurs, tout comme en 2018, nous souhaitons réagir à la notion mentionnée de *"contre-pouvoir"* des multiplex en tant que clients des diffuseurs. L'effet de la réduction du nombre de multiplex a été



contrebalancé par la concentration du marché, avec le rachat d'ITAS par TDF. La presse s'est d'ailleurs fait l'écho en 2020 des fortes hausses des tarifs de diffusion, subies par les multiplex.

Enfin, l'ARCEP ayant repris quasiment mot pour mot son analyse de 2018 avec les mêmes affirmations gratuites, non argumentées ou erronées, nous nous permettons de reproduire ici notre réponse de 2018 (on notera au passage que l'ARCEP fondait son analyse de 2018 sur la supposée "récente mise en vente de towerCast" ; 3 ans plus tard, cette vente n'a toujours pas eu lieu ...) :

*« A nouveau, le Groupe M6 ne souscrit pas à cette analyse dont plusieurs fondements nous interrogent tout particulièrement, soit parce qu'ils sont erronés, soit parce qu'ils sont incertains.*

*Tout d'abord, s'agissant de la plateforme TNT : les éditeurs qui y sont présents souhaitent vivement son évolution vers une offre plus interactive pour le public et cette évolution n'exige justement pas de ressource supplémentaire. Nous estimons qu'il serait dès lors tout à fait réducteur et nuisible pour la TNT d'affirmer qu'elle n'est pas en mesure de concurrencer les autres réseaux ("La ressource en fréquences allouées à la TNT est particulièrement contrainte (cf. section 3.4) de sorte que l'amélioration des prestations que cette plateforme peut offrir pour soutenir la concurrence des autres réseaux de diffusion est limitée"). **Il convient donc de retirer cette appréciation.** »*

Le projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique adopté par le Sénat et en cours d'examen à l'Assemblée nationale comporte à cet égard plusieurs dispositions qui illustrent les potentialités de la plateforme TNT. Le projet de loi prévoit notamment la possibilité de lancer des chaînes dans un format d'image amélioré (UHD) ainsi que plusieurs mesures visant à accélérer le déploiement de la technologie HbbTV.

Notre réponse de 2018 se poursuivait ainsi :

*« De même, la loi française garantit l'affectation de la bande 600 MHz au secteur audiovisuel au moins jusqu'en 2030, avec une clause de rendez-vous en 2025 seulement. Il n'y a donc pas lieu de présenter "la perspective d'une éventuelle réallocation des fréquences de la bande 600 MHz" comme une "tendance". En cohérence avec le choix politique fait par la France, il faut au contraire encourager la nouvelle concurrence que la TNT peut porter. Ainsi nous demandons **que la consultation prenne pleinement compte de l'existence concurrentielle de la TNT pour les années à venir** "au sein du mix plateformes utilisées par les chaînes de télévision" et que l'hypothèse selon laquelle son maintien "n'est pas acquis" soit supprimée.*

*Par ailleurs, le Groupe M6 ne dispose pas de certains éléments avancés à l'appui de l'analyse : il s'agit par exemple de la mise en vente de towerCast ("Ces anticipations peuvent se trouver renforcées par la récente mise en vente de towerCast") et des coûts d'investissements dans les infrastructures dont les durées nous paraissent en réalité moindres ("La concurrence par les infrastructures nécessite en effet des investissements représentant des coûts échoués amortis sur de longues durées, pouvant atteindre, pour certains diffuseurs, 40 ans pour les pylônes et 15 ans pour les antennes").*

*Enfin, comme indiqué plus haut, la concurrence sur les marchés de la diffusion TNT a avant tout pâti de la concentration du côté des vendeurs et non des clients, concentration en duopole que le Groupe M6 regrette. Il n'est donc pas possible d'estimer que "la réduction du nombre de multiplex a renforcé dans une certaine mesure le contre-pouvoir des clients diffuseurs" ni que "le marché de gros aval de la diffusion TNT est en effet particulièrement concentré en comparaison d'autres marchés du secteur des communications électroniques". »*

**Question 6** Dans quelle mesure le programme de modernisation de la TNT affecterait-il la composition des multiplex ou les modalités et le calendrier de mise en concurrence des points de service (PS) ?

Ce programme n'aura pas d'impact à court terme sur la composition des multiplex ou les modalités et le calendrier de mise en concurrence des points de service mais la modernisation de la TNT sera un gage de sa poursuite au-delà de 2030 et incitera les opérateurs alternatifs à investir, et pour certains d'entre eux, à entrer sur les marchés de la diffusion hertzienne.

**Question 7** Comment les éditeurs analysent-ils la substitution de la diffusion filaire à la diffusion hertzienne en termes de risques ou d'opportunités ? Quels seraient les freins ou restrictions à une telle substitution ? Existe-t-il en particulier des freins en termes de qualité de service ?

**Question 8** En quoi une telle substitution est-elle de nature à affecter le modèle économique des éditeurs ? En cas d'effets négatifs, quelles seraient les mesures susceptibles de les limiter ?

Nota bene : nous formulons ci-dessous une réponse commune aux questions 7 et 8.

En préambule, et comme indiqué dans la réponse à la question 1, il convient, dans la Figure 13 de la consultation, de tenir compte du "service antenne".

Si l'on raisonne en termes d'équipement (et non en termes de contribution à l'audience, comme détaillé à la question 1), l'évolution passée des modes de réception affiche effectivement une croissance de l'IPTV et une érosion de la TNT. Nous contestons cependant l'idée d'une "substitution" de la plateforme TNT par l'IPTV, mentionnée plusieurs fois dans cette consultation et illustrée de façon trop simplifiée.

Les chiffres de l'observatoire des équipements audiovisuels du CSA en série longue 2005-2020, montrent de façon factuelle que :

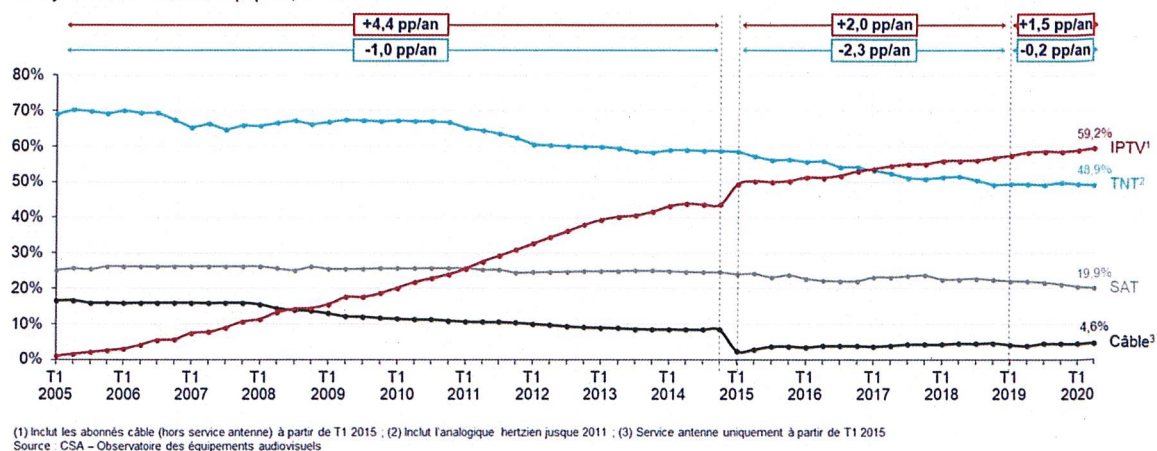
- La croissance de l'IPTV depuis 2005 est indéniable, mais affiche un ralentissement depuis le T1 2015 (hors inclusion des abonnés câble au T1 2015 qui ne représente pas une "adoption volontaire" de l'IPTV par ces foyers) ;
- L'érosion de la TNT sur 2005-2015 (-1,0 p.p./an) est restée fortement en-deçà de la croissance de l'IPTV sur la même période (+4,4 p.p./an) ;
- La période 2015-2018 affiche un croisement des courbes IPTV et TNT de valeurs globalement équivalentes ;
- Depuis le T1 2019, la TNT se maintient, avec une très légère baisse (-0,2 p.p./an).

Si la période 2015-2018 peut donc en effet être analysée (du moins partiellement) comme une substitution de foyers TNT par des foyers IPTV, celle-ci ne peut absolument pas être généralisée. L'évolution des 10 années précédentes le démontre (l'érosion de la TNT est largement moindre que la croissance de l'IPTV, il n'y a donc pas substitution), tout comme plus récemment, l'évolution sur 2019-2020.



Figure - Evolution des modes de réception de la TV linéaire sur écran TV (source CSA)

Modes de réception de la TV linéaire sur écran TV – Mesures trimestrielles  
% foyers mono- et multi-équipés ; T1 2005 - T2 2020



Ainsi, l'analyse des modes de réception ne peut être réduite à une opposition ou substitution entre 2 types de réseau. Au contraire, les qualités de la TNT (couverture, qualité, robustesse, gratuité, simplicité) en font un réseau parfaitement complémentaire à une diffusion filaire. La TNT apparaît en effet comme le réseau le plus adapté pour une consommation de TV "linéaire", alors que les réseaux HD/THD permettent l'accès depuis une TV connectée aux services interactifs (replay, VOD, startover, etc.) des éditeurs grâce aux normes HbbTV.

De plus, une diffusion filaire des services TV n'est pas sans impact sur la qualité audiovisuelle perçue au niveau du téléviseur. Si la qualité d'encodage est bien uniforme en TNT sur la totalité du territoire, celle du réseau IPTV varie fortement d'un opérateur à un autre, principalement en raison du choix de ses équipements, des configurations techniques, de la localisation géographique de l'abonné, etc. Cet impact sur la qualité est évidemment plus fort en OTT, du fait des variations de débit sur toute la chaîne technique (notamment la charge des réseaux et les usages parallèles au sein d'un même foyer). Au-delà de la perception visuelle, des différences notables en termes de disponibilité du service peuvent être observées entre un réseau TNT et un réseau filaire, ce qui ne nous permet pas d'envisager une substitution du réseau hertzien dans des conditions satisfaisantes. Nous avons tous en mémoire les craintes de saturation des réseaux télécoms au début du 1<sup>er</sup> confinement en raison de l'augmentation brutale du télétravail et du trafic des plateformes de streaming.

Il est également à noter qu'en termes de bilan carbone, la TNT est particulièrement vertueuse, contrairement à une réception de la télévision sur les réseaux filaires. Une étude paneuropéenne à laquelle participe l'ATET, et actuellement en cours de finalisation, publiera très prochainement des résultats pour la France qui démontrent de façon extrêmement significative l'avantage de la TNT sur cette thématique.

En complément, nous renvoyons à nos réponses de **septembre 2018** concernant les questions 9 et 10 de la précédente consultation publique de l'ARCEP. En particulier :

*« Le fort taux de pénétration de la consommation télévisuelle au sein des offres des distributeurs crée d'ores et déjà une dépendance dangereuse des éditeurs vis-à-vis desdits distributeurs et plutôt que de rendre cette dépendance complète, la TNT doit être préservée afin de ne pas voir l'ensemble des usages, à terme, déportés sur les plateformes payantes des distributeurs. »*



*« Il est nécessaire, afin de remédier à ces risques, à la fois d'encadrer les pratiques des distributeurs des chaînes de la TNT et de veiller au maintien voire au renforcement de la compétitivité de la plateforme TNT vis-à-vis des autres plateformes en permettant son développement via son enrichissement afin qu'elle puisse proposer des services comparables à ceux accessibles au travers des offres des distributeurs. »*

*« Substituer les réseaux hauts et très-hauts débit à la plateforme TNT obligerait les éditeurs de chaînes en clair à passer d'un **modèle de distribution directe** à un **mode de distribution intermédiée** où les distributeurs peuvent s'ériger en « gatekeepers » incontournables. »*

En termes de qualité de service, « les distributeurs n'offrent pas, dans les contrats de distribution, le même niveau de garantie que celui offert dans les contrats de diffusion TNT par les prestataires des chaînes. »

En outre, dans les univers distributeurs la maîtrise éditoriale des éditeurs est limitée avec notamment des difficultés d'accès aux données d'usages, le manque d'agilité pour les développements fonctionnels/produits, etc. Afin de permettre aux éditeurs d'avoir un niveau de maîtrise éditoriale comparable à celui de l'univers TNT, il est nécessaire d'envisager la mise en place de la norme HbbTV dans les terminaux des distributeurs. Ceci rejoint d'ailleurs les préoccupations de l'ARCEP concernant l'ouverture et la neutralité des terminaux.

Enfin, il est à noter que l'univers concurrentiel est plus développé dans le cadre d'une diffusion filaire, ce qui induit un morcellement des audiences affectant négativement le modèle économique des éditeurs.

**Question 9** Comment analysez-vous le déploiement des réseaux filaires à haut et très haut débits ? Le débit de 8 Mbit/s vous paraît-il suffisant pour assurer la diffusion audiovisuelle avec un bon niveau de qualité ? En termes de couverture, faut-il faciliter, et comment, l'extension de l'emploi du satellite ?

En préambule, et comme expliqué dans nos réponses aux questions précédentes, nous contestons la thèse véhiculée par le paragraphe 3.1.2, à commencer par son titre qui affirme de façon totalement gratuite que *“La substitution de la TNT devrait se poursuivre à mesure que s'accroît le nombre de foyers éligibles à internet haut et très haut débits”*. En effet, il n'y a aucune corrélation évidente entre l'évolution de la couverture des réseaux haut et très haut débits et l'évolution du pourcentage de foyers dépendant exclusivement de la TNT (supérieur à 20%) à date. De plus, nous constatons que les téléspectateurs ont tendance à conserver à la fois la TNT et l'IPTV, plutôt que remplacer l'un par l'autre.

Un débit de 8 Mb/s nous semble suffisant pour une consommation de télévision linéaire (limitée à la réception d'une seule chaîne HD codée en MPEG-4 à un instant donné), sans aucun autre usage en parallèle. En revanche, et compte tenu du multi-équipement qui favorise les usages en simultané au sein d'un même foyer, un débit bien supérieur devrait être considéré pour assurer une diffusion audiovisuelle dans des conditions satisfaisantes pour la majorité des foyers. Les nouveaux services codés en Ultra HD demandent encore plus de ressource.

Enfin, comme indiqué dans notre réponse de **septembre 2018** : *« L'emploi du satellite est déjà facilité par des dispositions légales (article 98-1 de la loi du 30 septembre 1986) notamment en vue de compléter la diffusion hertzienne dans ses zones d'ombre. »*



**Question 10** Quels commentaires appelle de votre part cette analyse ?

Afin d'adresser les nouveaux usages, et compte tenu de la place centrale du téléviseur pour la consommation audiovisuelle, nous favorisons la complémentarité entre la TNT pour les usages linéaires et HbbTV pour les services enrichis. Il est ainsi primordial de pouvoir garantir la compatibilité des téléviseurs vendus sur le marché avec toutes les normes HbbTV nécessaires pour l'accès intégral à l'ensemble de ces services. L'évolution de la réglementation via la création d'un arrêté "équipement" s'impose donc comme la meilleure solution pour accompagner ces nouveaux usages.

Nous renvoyons par ailleurs à notre réponse de **septembre 2018** concernant la question 12 de la précédente consultation publique de l'ARCEP.

**Question 11** Quels commentaires appelle de votre part cette analyse ?

Tout d'abord, au paragraphe 3.3, il convient de corriger la phrase *"plusieurs pays des régions 2 (notamment les Etats-Unis) et 3 ont déjà réattribué la bande 470-694 MHz au profit des télécommunications mobiles"* puisque, par exemple aux Etats-Unis, seule la bande 600 MHz a été réallouée.

Par ailleurs, comme précisé à la question précédente, l'ajout à la plateforme TNT de services non-linéaires via HbbTV, schéma favorisé par le CSA, nous semble primordial pour accompagner les nouveaux usages. Il est ainsi important de préciser que si environ 60% des foyers ont la capacité de recevoir la télévision via IPTV, c'est donc environ 40% des foyers qui n'ont pas accès aux services type startover, TVR, etc. sur leur téléviseur du fait de l'absence de box TV dans le foyer (cette proportion est par ailleurs plus élevée pour le 2<sup>nd</sup> téléviseur, qui est rarement connecté à l'IPTV). Les normes HbbTV permettent ainsi de donner accès aux services enrichis à cette part non négligeable des foyers.

**Question 12** Quels commentaires appellent de votre part cette proposition d'engagements ?

Cette proposition d'engagements de TDF – très en deçà de ses obligations actuelles – nous paraît totalement insuffisante pour garantir le maintien et le développement d'une concurrence, et ainsi la compétitivité des tarifs du marché aval.

Il nous semble alors essentiel que l'ARCEP maintienne une véritable régulation *ex ante* du marché de gros amont avec des conditions renforcées par rapport au précédent cycle.

En effet, comme déjà indiqué dans nos réponses de **septembre 2018**, nous observons « *que les quatre cycles de régulation menés par l'ARCEP n'ont pas permis d'empêcher un retour à une situation concurrentielle difficile sur le marché aval, avec la persistance de la position dominante de TDF sur le marché aval et sa position de quasi-monopole sur le marché amont. A cet égard, le Groupe M6 regrette que plusieurs des recommandations qu'il a formulées lors des consultations publiques précédentes de l'ARCEP n'aient pas été retenues.* »

« *Le constat de l'échec des 4 cycles de régulation précédemment menés doit [...] conduire l'ARCEP à renforcer cette régulation* » et à **prendre des mesures beaucoup plus ambitieuses à l'occasion d'un véritable cinquième cycle.**